



Rencontres Ipbes-Giec 29 septembre 2026

De de l'opposition à l'appropriation politique

Réflexion sur la place de la science dans les instances de négociations internationales des conventions de Rio sur la biodiversité et la désertification

Hélène SOUBELET – Directrice générale de la FRB



SOUTIENS INSTITUTIONNELS



PLAN

1

Blocage politique
des processus
scientifiques

2

Déni de science
dans les

3

Tensions
géopolitiques

4

Recommandations
pour passer de
l'opposition à
l'appropriation

5

Messages clés

6

Questions

1/ Blocage politique des processus scientifiques

Stratégies d'évitement pour limiter le niveau d'ambition et retarder, voire bloquer, les discussions sur le fond

L'invocation de points de procédures ou de mandats ;

=> SBSTTA 27 en octobre 2025

Des blocages des groupes chargés d'intermédiation scientifiques faisant perdre du temps au processus

=> Comité de la science et de la technologie de la convention sur la désertification) ;

Des demandes de réouverture des règles de procédure,

=> Convention sur la désertification, où certains Etats ont demandé à exclure les observateurs de la société civile ;

Des demandes de création de nouvelles structures, de petits groupes de réflexion ou de nouvelles initiatives et fonds parallèles

=> groupe sur le genre, les peuples autochtones et communautés locales, les petits Etats insulaires en développement,

=> Fonds de lutte contre la désertification, Fonds de Cali pour la biodiversité

1/ Blocage politique des processus scientifiques

Stratégies d'évitement pour limiter le niveau d'ambition et retarder, voire bloquer, les discussions sur le fond

L'invocation de points de procédures ou de mandats ;

=> SBSTTA 27 en octobre 2025

Des blocages des groupes chargés d'intermédiation scientifiques faisant perdre du temps au processus

=> Comité de la science et de la technologie de la convention sur la désertification) ;

Des demandes de réouverture des règles de procédure,

=> Convention sur la désertification, où certains Etats ont demandé à exclure les observateurs de la société civile ;

Des demandes de création de nouvelles structures, de petits groupes de réflexion ou de nouvelles initiatives et fonds parallèles

=> groupe sur le genre, les peuples autochtones et communautés locales, les petits Etats insulaires en développement,

=> Fonds de lutte contre la désertification, Fonds de Cali pour la biodiversité



2/ DENI DE SCIENCE DANS LES OBJECTIONS AUX RECOMMANDATIONS

Remise en question de la science et affaiblissement de la recherche et des plate-formes intergouvernementales scientifiques et politiques

Des financements réduits pour la science et la recherche dans certains pays ;

Le désinvestissement par certains pays qui se retirent du financement et se désintéressent de ces instances sans pour autant les quitter, voire retrait total de ces instances dans certains cas (confer le retrait des USA de certaines conventions internationales et leurs organes en 2026) ;

La remise en question quasi systématique de la légitimité de la science et de la connaissance, y compris dans les enceintes scientifiques comme le GIEC ou l'IPBES (allant parfois jusqu'à la remise en causes des auteurs eux-mêmes).

=> au SBSTTA 27 affaiblissement de la portée des travaux de l'Ipbes en utilisant «take note » plutôt que « Welcome »

=> lors des discussions du rapport Nexus de l'Ipbes



2/ DENI DE SCIENCE DANS LES OBJECTIONS AUX RECOMMANDATIONS

La science environnementale intervient en amont, discute et évalue les compromis autour de ses recommandations et des applications consenties par les parties prenantes

Elle peut démontrer que les compromis ne sont pas suffisants, les arbitrages inadéquats et non acceptables à moyen terme, que les externalités environnementales négatives sont plus importantes qu'évaluées ou que les bénéficiaires de la décision sont moins nombreux que ceux qui en pâtissent.

Dans les sphères les plus affectées par les recommandations scientifiques, la connaissance portée par les chercheurs est présentée comme une simple opinion qui propose et critique des options d'actions.

La présence de parties-prenantes et le dialogue avec les scientifiques ajoute à la difficulté (sur le vocabulaire, les enjeux, les solutions, les freins et les leviers de mises en œuvre), mais aussi peut aussi être sources de solutions (innovations, démocratisation des savoirs, intermédiation).

La question des incertitudes accentue le problème de la perception et présentation des connaissances scientifiques. Les chercheurs ont un rôle à jouer dans la proposition de leurs résultats au sein d'une grande diversité d'instances, malgré les incertitudes qu'ils portent.

3/ TENSIONS GEOPOLITIQUES

Nous arrivons sans doute au point où les conséquences de la dégradation de l'environnement et de l'inaction ne peuvent plus être ignorées, ce qui pousse, face à des impératifs environnementaux croissants, certains acteurs, y compris des Etats, dans leurs retranchements et génère des réactions de défense parfois excessives.

L'introduction d'éléments de politiques extérieures qui viennent polluer les débats de fonds ou les processus

=> Au CRIC 23 (organe de mise en œuvre) de la convention désertification, les travaux sur le futur cadre stratégique de la convention (post-2030) ont été bloqués par la Russie au motif que des Etats (de l'UE) ont bloqué la nomination d'un représentant russe dans le groupe Europe de l'Est et Asie centrale

=> De même, la nomination d'une scientifique ukrainienne pour le groupe Science Policy Guidance du comité sur la science et la technologie (CST) a été bloquée par la Russie

L'invocation de lignes rouges et la nécessité de concerter avec la capitale

=> rapport de cadrage de l'évaluation Nexus pour exclure l'énergie et le climat

3/ TENSIONS GEOPOLITIQUES

Nous arrivons sans doute au point où les conséquences de la dégradation de l'environnement et de l'inaction ne peuvent plus être ignorées, ce qui pousse, face à des impératifs environnementaux croissants, certains acteurs, y compris des Etats, dans leurs retranchements et génère des réactions de défense parfois excessives.

Les sujets de tensions sont par exemple liés à :

- la défense des priorités économiques et de développement
=> peut être légitime dans le cas des Etats les plus pauvres,
=> est considéré comme un intérêt supérieur de l'Etat, lorsque les mesures d'atténuation des impacts proposent des changements de structures, de pratiques ou de vision jugés incompatibles avec les trajectoires de développement ou la pérennisation de la transparence sur les impacts de la chaîne de valeur
- la place accordée aux Peuples autochtones et communautés locales

4/ RECOMMANDATIONS POUR FAVORISER L'APPROPRIATION POLITIQUE DES PROCESSUS SCIENTIFIQUES ET POLITIQUES INTERNATIONAUX SUR LA BIODIVERSITE ET LA DESERTIFICATION

Les tensions se jouent autour des actions de mise en œuvre et pas pour l'instant les des cadres ou concepts

Notre hypothèse est que les tensions entre la science et la politique reflètent des enjeux et un intérêt accru pour les sujets liés à l'environnement, voire une volonté de les prendre en compte et donc de participer aux débats.

- | |
|--|
| 1. Renforcer la culture commune science-politique par des formations croisées. |
| 2. Encourager la co-production des connaissances, lorsque cela est pertinent, tout en préservant l'indépendance scientifique |
| 3. Maintenir le principe du consensus comme objectif, tout en acceptant que l'expression encadrée des dissensus puisse constituer un levier de progrès |
| 4. Valoriser la confiance comme capital stratégique, indispensable à la durabilité des interfaces science-politiques |
| 5. Développer l'interdisciplinarité élargie |

4/ RECOMMANDATIONS POUR LES SCIENTIFIQUES

1. L'appropriation politique est nécessaire pour faire passer des messages scientifiques.
2. La science admet les controverses en son sein, il faut qu'elle assume les controverses avec les parties prenantes.
3. Accepter d'utiliser un vocabulaire compréhensible par les politiques, de varier les langages selon les parties prenantes, en veillant à ne pas dénaturer le message.
4. Assumer et comprendre que les résumés pour décideurs sont des compromis scientifico-politiques et non des synthèses scientifiques. Ils représentent d'une part la transcription des preuves scientifiques en langage politique et, d'autre part, le socle scientifique minimum acceptable par les décideurs et compatible avec les enjeux politiques et économiques dominants.
5. Mettre à disposition les preuves scientifiques, en expliciter les conséquences pour chaque partie-prenante, sans vouloir les imposer dans les négociations politiques.
6. Être formé à argumenter/expliciter face à la prépondérance des opinions tronquées ou malfaisantes.
7. Développer des compétences en médiation et en dialogue interdisciplinaire : la politisation rend nécessaire une capacité accrue à dialoguer avec des disciplines comme le droit, l'économie, les sciences politiques, et avec des acteurs aux intérêts divergents.
8. Augmenter la traçabilité des messages, afin de pouvoir se référer aux chapitres des évaluations scientifiques si besoin.
9. Renforcer l'ouverture des données et des méthodes : la transparence méthodologique (open data, reproductibilité) limite les accusations de biais et facilite la vérification indépendante.
10. Documenter les désaccords scientifiques de manière structurée : plutôt que de masquer les divergences, les présenter de façon argumentée et transparente (hypothèses sous-jacentes, méthodes, valeurs implicites) renforce la crédibilité collective.
11. Anticiper les usages politiques possibles des résultats : sans censurer la production scientifique, réfléchir en amont aux interprétations potentielles – y compris erronées – permet de formuler des messages plus robustes.
12. Protéger l'indépendance institutionnelle des processus d'évaluation : mettre en place des garde-fous clairs contre les conflits d'intérêts et les pressions politiques contribue à maintenir la légitimité des interfaces science-politique.

4/ RECOMMANDATIONS POUR LES DECIDEURS

1. Se former ou être conseillé par des experts neutres (en s'assurant de leur prise en compte de la diversité des interprétations scientifiquement légitimes possibles) qui sont capables de comprendre et expliquer les messages scientifiques.
2. Faire des compromis acceptables et donc être transparents sur ce qui a fondé sa décision : les décideurs sont légitimés à prendre des décisions basées sur plusieurs éléments (économiques, environnementaux, sociaux, éthiques).
3. Financer des travaux scientifiques qui analysent comment se forment les opinions, comment elles s'articulent avec la diversité des valeurs et intérêts, pour décrypter les mécanismes délétères, les instrumentalisation, et pouvoir ainsi les contrecarrer.
4. Assurer l'application au niveau national des conclusions adoptées au sein des divers résumés pour décideurs et issues des travaux d'experts scientifiques sur un sujet donné.
5. Distinguer clairement expertise scientifique et arbitrage politique : assumer publiquement que la décision finale intègre des considérations de valeurs, de priorités et d'opportunités politiques, au-delà des seules données scientifiques.
6. Garantir des mécanismes institutionnels de consultation régulière : institutionnaliser des espaces permanents de dialogue entre scientifiques et administrations évite que l'expertise ne soit sollicitée uniquement en situation de crise.
7. Soutenir la pluralité des expertises : encourager la diversité disciplinaire, géographique et culturelle dans la production d'expertise afin d'éviter les biais systémiques et renforcer l'acceptabilité des conclusions.
8. Mettre en place des mécanismes d'évaluation ex post des décisions : évaluer les politiques à la lumière des connaissances scientifiques permet d'ajuster les décisions et d'améliorer la confiance mutuelle.
9. Prévenir la désinformation et l'instrumentalisation politique de la science : développer des stratégies publiques de communication scientifique et de lutte contre les campagnes de désinformation.

4/ RECOMMANDATIONS POUR LES NEGOCIATEURS

1. Utiliser la paradiplomatie: des discussions bilatérales et des alliances peuvent permettre de former des coalitions pour faire passer des messages et dépasser les blocages qui marquent les limites du multilatéralisme.
2. Distinguer les discussions scientifiques des arbitrages politiques : maintenir une séparation fonctionnelle entre validation des preuves scientifiques et négociation des formulations politiques.
3. Disposer d'outils (formation, diplomatie -scientifique et politique-, réécriture) pour identifier les signaux forts ou faibles avant les blocages.
4. Former les négociateurs à comprendre les méthodes, les niveaux d'incertitude et la portée des résultats scientifiques pour éviter les simplifications abusives.
5. Ne pas entraver les processus scientifiques afin de disposer des meilleures connaissances disponibles pour pouvoir prendre des décisions éclairées.
6. Prévoir des mécanismes de gestion formalisée des désaccords : inclure dans les processus de négociation des dispositifs permettant d'acter explicitement des points de divergence sans bloquer l'ensemble de l'accord.
7. Utiliser des scénarios et options multiples plutôt qu'une seule trajectoire : présenter plusieurs voies compatibles avec les preuves scientifiques permet de préserver la flexibilité politique tout en respectant l'intégrité scientifique.
8. Anticiper les rapports de force et asymétries de capacité: accompagner les délégations les moins dotées techniquement afin d'éviter que la politisation ne devienne un outil de domination.
9. Favoriser la confiance par la transparence procédurale : rendre visibles les étapes de réécriture, les sources mobilisées et les modifications apportées renforce la légitimité des textes adoptés.



MESSAGES CLÉS

- 1 | La biodiversité est complexe et difficilement modélisable, mais elle est la base de notre qualité de vie
- 2 | Les savoirs et non les croyances ou les opinions doivent guider la décision
- 3 | Protéger, restaurer et réduire les pressions sur la biodiversité à toutes les échelles
- 4 | Plus on agit tard moins cela sera possible et plus cela sera coûteux pour la société et les individus

QUESTIONS ?

